

Diversité linguistique et développement durable : le malgache et le français du point de vue des bénéficiaires de l'éducation de base à Madagascar

Par Raymond Elia Tiana RANAIVOSON
Faculté des lettres et des sciences humaines
Université d'Antananarivo (Madagascar)
eliaranaivoson@yahoo.fr

Que ce soit au niveau des parents d'élève ou des enseignants, la question des langues revient une fois de plus dans les conversations ces derniers temps à Madagascar. Les autorités en matière d'éducation ont en effet décidé d'introduire l'anglais dans des écoles primaires publiques pilotes à partir de cette année scolaire 2003-2004, aux côtés du malgache et du français. Les discussions, formelles aussi bien qu'informelles, ne semblent aboutir à des conclusions claires et cohérentes : d'un côté, les gens réagissent contre la portion congrue conférée à la langue nationale qu'est le malgache mais de l'autre, ils reconnaissent ou ils sentent confusément que pour accéder aux secteurs d'activité modernes, il leur faut connaître le français - voire l'anglais. Ayant nous-même été l'objet et fait l'expérience d'un enseignement tantôt entièrement en malgache, tantôt en français et en anglais¹, l'idée nous est venue de chercher à savoir ce que pensent nos cadets de la question linguistique. A un moment où, face au terrorisme, on se préoccupe davantage des questions culturelles et linguistiques, il serait intéressant d'avoir une idée des opinions des futurs citoyens d'un pays en développement sur les stratégies adoptées dans ce domaine au niveau national et international.

Il est généralement admis que le niveau de développement socio-économique d'un pays est étroitement lié au niveau d'éducation de la population. Le développement durable ne saurait être effectif sans l'accès des futurs citoyens, que ce sont les enfants, à l'éducation. Ceci dit, la réussite scolaire dépend étroitement du choix de la langue d'enseignement : les acteurs du mouvement populaire de 1972 ont vu dans le français, comme médium d'instruction, un facteur d'inégalité des chances, d'où une période de malgachisation. Vingt ans après, en 1992, les responsables de l'éducation ont estimé exactement le contraire et ont réintroduit le français comme langue d'enseignement (Crahay 19).

Pour le moment, la principale langue d'enseignement dans le primaire aussi bien que dans les autres niveaux d'enseignement est le français, bien que Madagascar dispose d'une langue nationale unique – le malgache. Toutes les variétés régionales de cette langue appartenant à la famille des langues austronésiennes², il y a un degré d'intercompréhension élevé entre les populations des diverses régions. Cette langue malgache reste toutefois à développer : les efforts menés dans le sens de son adaptation aux besoins liés notamment aux activités intellectuelles ainsi que sa normalisation demeurent insuffisants.

En CP1 et CP2³, le médium d'instruction est la variété officielle du malgache. A partir de la troisième année⁴ et ce jusqu'à la fin du primaire⁵, seuls le malgache et l'histoire sont enseignés en malgache, toutes les autres matières l'étant en français. C'est ce passage du malgache au français langue seconde qui est probablement une des causes des taux d'échec scolaire et de redoublement. Comme l'affirment les auteurs d'une étude sur la qualité de l'enseignement primaire public à Madagascar, « être un bon élève veut dire avant tout être bon en français » (Clignet et Ernst 100).

Par ailleurs, d'après l'Institut National de la Statistique ou INSTAT, moins de 4% des chefs de famille en milieu rural ont dépassé le niveau primaire. L'INSTAT rapporte également que « *la population urbaine est*

¹ Au niveau des études supérieures, ayant fait une licence d'anglais, notre principale langue d'apprentissage est cette première langue de communication internationale qui attire tant les jeunes malgaches actuellement.

² Bien que cet état de fait ait été établi par les chercheurs au moins depuis le 18^e siècle, nous tenons à le souligner car, par ignorance ou par mauvaise foi, des politiques et même des intellectuels tendent à l'occulter dans le but d'aiguiser les différences ethniques. Voir à ce sujet Otto Chr. Dahl, *Malgache et Maanjaan. Une comparaison linguistique*, 1951, 13-16. Voir également Roger Bruno Rabenilaina, *Ny teny sy ny fiteny malagasy*, Antananarivo, 2004.

³ CP1 : cours préparatoire 1^{re} année. CP2: cours préparatoire 2^e année.

⁴ CE : cours élémentaire.

⁵ CM1 : cours moyen 1^{re} année. CM2 : cours moyen 2^e année.

plus instruite que la majorité rurale ». Toujours d'après les statistiques officielles, un enfant de milieu défavorisé a une probabilité de 31 % de redoubler contre 25 % pour un enfant de famille aisée (« Enquête auprès des ménages 2001 »).

Ce sont ces différentes données qui ont dicté le choix du site de nos investigations. Il s'agit d'une école située dans une commune rurale, à une dizaine de la capitale, Antananarivo⁶. Il convient de remarquer que, comme dans pratiquement toutes les écoles publiques malgaches en zone rurale, ces élèves sont en majorité pieds nus et pauvrement vêtus. Résidant à proximité de cette école, nous sommes amené à croiser ces élèves quasiment tous les jours. Nous osons ainsi croire qu'il y a des chances pour que ces élèves ne nous considèrent pas comme un étranger à leur cadre de vie – ce qui tend à accroître le degré de fiabilité des résultats de nos enquêtes.

Nous nous sommes fixé pour objectif de savoir comment les élèves de cette école voient leur propre langue, et de connaître leurs perceptions et leurs attitudes vis-à-vis du français. D'après Guy Belloncle, dans les écoles primaires publiques situées en zone rurale, 20 élèves sur 100 parviennent en CM2, et « l'origine de cet insupportable échec (scolaire) est linguistique » (38-45). C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attaché à observer et à avoir des entretiens plus particulièrement avec des élèves âgés entre 8 et 13 ans, des trois dernières années du primaire. Notons que 325 élèves, issus de familles modestes composées en majorité d'agriculteurs et de petits commerçants, fréquentent cette école qui est dépourvue de bibliothèque. La taille des classes est assez exceptionnelle, dans la mesure où le nombre moyen d'élèves par classe et par instituteur est de 30. Quant au nombre de filles et de garçons, il est à peu près le même, ce qui corrobore les chiffres officiels⁷.

Les origines sociales des élèves donnent à penser que le français leur est presque totalement étranger, malgré son statut de fait de langue seconde. Cette principale langue d'enseignement demeurant une langue de prestige – celle des couches sociales aisées –, on peut supposer que les élèves, soit envient ceux qui l'utilisent, soit au contraire, par dépit, se détournent de cette langue des « riches ». Compte tenu de l'ensemble de ces données, deux approches ont été adoptées afin de recueillir le maximum d'informations : des observations de classes suivies d'entretiens avec les élèves.

Les observations de classes, destinées à apprécier les réactions et les attitudes des élèves face aux langues utilisées dans la salle de classe, nous ont permis de constater que les enseignants n'utilisent le français que pour dicter les cours et poser des questions aux élèves. Dans leurs réponses aux interrogations de l'enseignant, les élèves s'expriment en français par bribes : aucun élève ne parvient à faire une phrase complète. Ils produisent toutefois soit des expressions apprises par cœur du genre « Bonjour, monsieur/madame »⁸ ou « je vous demande la permission de sortir, s'il vous plaît », soit des réponses simples et précises aux interrogations de l'instituteur. Toutes les explications fournies par l'instituteur sont quant à elles en malgache.

Au cours des entretiens que nous avons eus avec les élèves, ils ont affirmé qu'ils n'avaient pas d'appréhension par rapport à l'utilisation du français en classe car leurs maîtres sont de toute manière toujours disposés à leur parler malgache quand cela s'avère nécessaire. Il est vrai qu'à ce niveau du système éducatif, les élèves n'ont pas encore eu à affronter l'examen de fin du cycle primaire, le CEPE⁹ dont la langue de rédaction est le français. C'est peut-être la raison pour laquelle les élèves ne craignent pas d'avoir des connaissances insuffisantes dans cette langue.

⁶ Il s'agit de l'école primaire publique (EPP) d'Antanambao, dans la commune rurale d'Ambohimangakely, à une dizaine de kilomètres d'Antananarivo.

⁷ Sur 32 élèves de la classe de CE, il y a 18 filles et 14 garçons. En CM1, sur 40 élèves, on dénombre 18 filles et 22 garçons. Dans une des deux classes de CM2, sur 30 élèves, on compte 17 filles et 13 garçons. Dans l'autre classe, sur 31 élèves, il y a 18 filles et 13 garçons. Cet état de fait corrobore le constat fait par l'Institut national de la statistique (INSTAT) selon lequel, en matière d'instruction, « il n'y a pas de différence significative entre les deux sexes ».

⁸ D'après un responsable du Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Madagascar en avril 2004, à son entrée dans une classe primaire publique, les élèves se sont levés et l'ont salué en cœur : « Bonjour, monsieur », mais il a été fortement surpris qu'au moment de quitter la classe, les élèves aient dit « Au revoir, madame ». Ceci s'explique par le fait que le genre n'est pas marqué en malgache. Il est donc évident que tout au moins les formules de politesse ont été apprises par cœur et qu'il y a lacunes dans l'enseignement du français.

⁹ Certificat d'études primaires élémentaires.

Les entretiens avec les élèves ont été menés de deux manières différentes : dans un premier temps, nous avons posé des questions sans suggestion de réponses. Les entretiens, menés à quelques jours d'intervalle, se sont poursuivis mais sous forme de questions-réponses. Il s'agit de questions semi-directives et semi-fermées dont le but est de provoquer une interaction entre l'enquêteur et les enquêtés¹⁰. Ces entretiens visaient à connaître l'emploi du français et du malgache dans l'environnement familial des élèves, les situations dans lesquelles ils utilisent et pourraient utiliser le français dans la vie de tous les jours, leurs besoins actuels et futurs en français, et leurs points de vue sur l'emploi du français par des personnages connus.

Même s'ils disent ne pas savoir parler français, les élèves observés admettent connaître quelques mots et expressions et en sont plutôt fiers. Il s'agit en particulier des emprunts au français tels que « pince, électricien » ou « maçon », dus à l'inexistence d'équivalents malgaches. Le français est le principal moyen de communication écrite en classe, tandis que le malgache s'utilise dans la communication orale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de classe (Clignet et Ernst 74).

Plus de la moitié des élèves avec qui nous avons eu un entretien pensent qu'il est indispensable de parler une langue étrangère comme le français pour s'ouvrir sur le monde ou pour voyager à « andafy » (outre-mer). La notion de « andafy » est suffisamment ambiguë pour qu'on s'y arrête : si certains élèves pensent que « andafy » se réfère à la France, d'autres affirment que ce mot renvoie à tous les pays étrangers. Cependant, ils ne sont pas parvenus à un consensus pour déterminer si des pays comme les Comores ou des pays du continent africain pouvaient être inclus dans « andafy ». En fait, pour ces enfants, le mot « andafy » est associé à « vazaha », le mot malgache qui désigne le plus souvent les étrangers « blancs ». A la question de savoir si un « vazaha » peut être un Comorien parlant français, les élèves ont été désemparés, ne sachant trop quoi répondre. Certains élèves considèrent qu'il y a des « vazaha » qui sont Malgaches, sans avancer d'explications. Nous supposons qu'il s'agit de jeunes ou enfants malgaches de milieu aisé qui se parlent français.

En tout cas, les élèves en question souhaitent tous pouvoir voyager « andafy », à l'étranger, mais à condition de parler français. Un seul élève a fait remarquer qu'il était possible de voyager à l'étranger sans parler français mais en faisant des gestes pour se faire comprendre.

Le français est ainsi vu comme étant la langue de communication avec l'étranger, bien que les élèves considèrent qu'ils doivent aussi bien parler le malgache, sans qu'on sache pourquoi exactement. On peut cependant relier ce point de vue à ce que des élèves pensent d'un prêtre « vazaha » (étranger) : ils estiment que ce prêtre devrait faire un effort pour mieux parler malgache car il officie dans un contexte malgachophone. Ils pensent également que le français est nécessaire si on veut entreprendre des études supérieures pour devenir pilote ou médecin, par exemple. Mais même pour être chauffeur plus tard, ils croient qu'ils doivent pouvoir parler français pour le cas où l'employeur serait un « vazaha ».

Pour ce qui est des jeux, on a constaté que ces élèves étaient étrangers aux jeux électroniques en vogue dans les familles aisées. Ils s'adonnent à des jeux en plein air tels que le « cache-cache kapoaka » (un genre de cache-cache), la « saute à hauteur » (le saut en hauteur) ou la marelle, mais aussi à des jeux plus cérébraux typiquement malgaches comme le « katro » ou le « fanorona ». Quels que soient leurs jeux, les interviewés utilisent uniquement le malgache avec quelques mots empruntés au français. Ainsi par exemple, les filles disent « mort » (M-O-R-T) quand elles trébuchent dans le jeu d'élastique.

Concernant les compétences en français d'autres personnes, les élèves pensent que leurs enseignants ont cette capacité, ne serait-ce que parce qu'ils enseignent dans cette langue. Ils estiment aussi que le président de la République parle bien français et que c'est normal, dans la mesure où il a des contacts fréquents avec des étrangers et voyage beaucoup.

A la question de savoir ce que les élèves interrogés pensent de la publicité, il est apparu qu'ils s'intéressent aux boissons et aux glaces produites localement. Il s'agit de produits tels que *Push-Push*, *Classiko*, *Tik'O fruit*, *School milk*, etc. Il faut dire que la publicité les concernant se retrouve partout à Madagascar, y compris dans les villages, et aussi bien sur des panneaux que dans des spots télévisés ou radiodiffusés. Il convient de souligner que les enquêtés n'ont pas remarqué que le nom de ces produits était anglais. Apparemment, ils ne font pas la différence entre le français et l'anglais.

¹⁰ Pour mener les entretiens, nous nous sommes appuyés sur Louis-Jean Calvet et Pierre Dumont, dir., *L'enquête sociolinguistique*, 1999.

La conclusion qu'on peut tirer de cette enquête est que, contrairement aux adultes, les élèves de cette école primaire publique n'ont fait nullement preuve d'hostilité envers la langue de l'ancien colonisateur qu'est le français. Ils appartiennent à une génération où le contexte national et international n'est plus celui de leurs parents ou grands-parents. La tendance au renfermement liée à l'insularité, observable chez bien des adultes, semble être dépassée chez les jeunes enfants scolarisés. Toutefois, il faut rappeler que leurs connaissances du français n'ont pas encore été sanctionnées lors d'un examen. Le point de vue des élèves n'est donc pas influencé par d'éventuels échecs scolaires.

Les élèves interviewés voient dans le français un moyen d'acquisition de connaissances, de mobilité géographique et sociale, ainsi que d'ouverture sur le monde extérieur. Il semble également que, pour eux, le malgache et le français sont complémentaires : le premier assumant une fonction de communication ordinaire, pour les activités plutôt informelles, et le second pour les études et les activités formelles. Ceci confirme l'existence de la diglossie entre le malgache et le français.

En outre, les élèves soumis à nos enquêtes nous semblent tout à fait disposés à bénéficier d'une éducation bilingue. On ne peut à l'heure actuelle, au risque d'isoler du monde extérieur les futurs citoyens ou de les aliéner, raisonner en termes de monolinguisme. Les langues nationales des pays du Sud sont tout aussi nécessaires au développement socio-économique et culturel que les langues de communication internationale. Pour une coexistence entre les langues héritées de la colonisation et les langues nationales parlées par la majorité de la population, nous dirons avec Mwatha Musanji Ngalasso qu'il faudrait mettre en place « une éducation à la différence, à la pluriculturalité, à l'interculturalité, donc au plurilinguisme » (165-166).

On se pose la question de savoir si l'idée lancée par l'actuel ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique de promouvoir le trilinguisme malgache-français-anglais a des chances d'aboutir. Encore faudrait-il que les autorités envisagent d'abord de procéder à une étude de faisabilité de leur projet. Comme le souligne Marcel Crahay, « si la République de Madagascar souhaite se doter d'un système d'éducation bilingue français-malgache, de la première année d'enseignement primaire jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire (l'enseignement universitaire se fait et continuera à se faire en français), elle doit se pourvoir d'un corps d'enseignants parfaitement bilingues. » (Crahay 11) Effectivement le niveau de compétence en français des enseignants nous semble un problème majeur. Nous espérons que le projet « Appui au bilinguisme à Madagascar », lancé par l'ambassade de France, pourra contribuer à apporter des solutions à ce problème aigu.¹¹

Cependant, le risque existe quant à la disparition de la langue malgache face aux grandes langues de communication internationale. Nous rejoignons Louis-Jean Calvet quand il dit que « *la disparition d'une langue passe* toujours par une phase de bilinguisme ». C'est dans le cas d'un bilinguisme vertical, c'est-à-dire « lorsqu'un groupe de locuteurs parle une seconde langue de niveau supérieur, (...) qu'une langue est menacée (de disparition). » (Calvet 146)

Bibliographie

- « Enquête auprès des ménages 2001 », réalisée par l'Institut national de la statistique (INSTAT), février 2003. < www.instat.mg/pdf/resume_epm2001.pdf >
- « L'emploi des langues vernaculaire dans l'enseignement », in *Monographie sur l'éducation de base*, 8, Paris, Unesco, 1953.
- « La francophonie et les enjeux de la mondialisation », soirée-débat du 22 mars 2000 avec Bernard Cassen, <<http://www.cerlcegramsci.org/archives/cassen2.htm>.>
- « The Asmara Declaration on African Languages and Literatures », conference titled Against All Odds: African Languages and Literatures into the 21st Century, Asmara, Eritrea, from January 11 to 17, 2000. <www.africa.upenn.edu/Govern_Political/asmrLit.html>

¹¹ Le premier séminaire sur ce projet s'est tenu à Antananarivo du 7 au 9 avril 2004.

- Adelaar, Alexander, *The Austronesian languages of Asia and Madagascar*, New York: Routledge, Nikolaus P. Himmelmann éd., 2004.
- Bavoux, Claude et Claudine, « Le coût social des dernières politiques linguistiques », *Politiques Africaines - Madagascar*, 52, 76-88, 1993.
- Belloncle, Guy, *Sept priorités pour développer Madagascar*, Antananarivo: Foi et Justice, Série « Questions actuelles », 2004.
- Byram, Michaël, *Culture et éducation en langue étrangère*, trad. de l'anglais par Katharina Blamont-Newman et Gérard Blamont, Coll. Langues et Apprentissage des Langues, Paris: Les Editions Didier, 1992.
- Calvet, Louis-Jean, *Le marché des langues - Les effets linguistiques de la mondialisation*, Plon, 2002.
- Calvet, Louis-Jean, Pierre Dumont, dir., *L'enquête sociolinguistique*, Paris: L'Harmattan, 1999.
- Clignet, Rémi, Bernard Ernst, *L'école à Madagascar. Evaluation de la qualité de l'enseignement primaire public*, Paris: Karthala, 1995.
- Crahay, Marcel, *Comment accroître la qualité du système éducatif malgache ?. Le point de vue d'un observateur extérieur*, 1992.
- Dahl, Otto Chr., *Malgache et Maanjaan. Une comparaison linguistique*, Oslo, Egede Instituttet, 1951, p.13-16. Voir également Roger Bruno Rabenilaina, *Ny teny sy ny fiteny malagasy*, Antananarivo: Société Malgache d'Édition, 2001.
- Ngalasso, Mwatha Musanji, *Les langues et les droits linguistiques dans l'enseignement en Afrique*, Annette Boudreau, Lise Dubois, Jacques Maurais, Grant McConnel, *L'écologie des langues / Ecology of languages. Mélanges William Mackey / Homage to William Mackey*, L'Harmattan, 2002, 165-166.
- Ouane, Adama, *Vers une culture multilingue de l'éducation*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Ouellet, Fernand, *Les défis du pluralisme en éducation - essai sur la formation interculturelle*, Coll. Espaces interculturels, L'Harmattan/Les presses de l'université Laval, 2002.
- Rabenilaina, Roger Bruno, *Ny teny sy ny fiteny malagasy*, Antananarivo: Société Malgache d'Édition, 2001.
- Rabenoro, Irène, « Le malgache, le français et l'anglais : leur interdépendance dans l'enseignement », communication présentée par Irène Rabenoro le 22 mars 1991 lors du Colloque du 10^e anniversaire de l'école normale niveau III - université d'Antananarivo.
- Rabenoro, Irène, Suzy Rajaonarivo, « A l'aube du 21^e siècle, quelle politique linguistique pour Madagascar? », *Mots/Les langages du politique*, 52, sept. 1997, Paris: Presses de Sciences-Po, 105-119.
- Rarivoson, Volana, « Education - Une réforme de plus », *La Revue de l'Océan Indien*, 244, sept. 2003, 48-51.
- Warnier, Jean-Pierre, *La mondialisation de la culture*, Paris: Editions La Découverte, (1^{re} éd. 1999) 2003.